

**Nations Unies - Réunion en formule
Arria sur les organisations
régionales et le lien entre terrorisme
et crime organisé - Intervention de
M. François Delattre, représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies**

(New York, 09 avril 2018)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis, chers collègues,

Permettez-moi avant tout de remercier chaleureusement l'ambassadeur du Pérou, mon collègue et ami Gustavo Meza Cuadra, d'avoir pris l'initiative de nous réunir dans ce format Arria pour échanger ensemble sur un sujet particulièrement important, le lien entre terrorisme et criminalité organisée aujourd'hui. Je souhaite également remercier mes collègues de Côte d'Ivoire et du Koweït pour s'être associés à cette initiative et la porter avec nous, ainsi que Madame Coninx pour son intervention très éclairante, comme toujours.

Plusieurs attentats récents, y compris ceux de Paris en novembre 2015 et de Bruxelles en mars 2016, ont démontré l'existence de ces liens entre terrorisme et criminalité organisée. Si ces liens ne sont pas toujours, notamment en Europe, précisément structurés et relèvent parfois davantage de l'opportunité, force est de constater que chaque région du monde a une expérience à partager dans ce domaine. Je pense en particulier au Sahel et à l'Afrique de l'Ouest, dont mon collègue ivoirien vient de parler, mais l'on pourrait également citer l'Afghanistan, l'Asie du sud-est ou encore l'Amérique latine. L'intérêt de la réunion d'aujourd'hui est de pouvoir entendre ces différentes perspectives régionales et de partager les expériences et les bonnes pratiques. Je tiens donc à vivement remercier également l'ensemble des intervenants d'aujourd'hui qui nous permettront de disposer d'une vision d'ensemble de la manière dont les organisations régionales et sous-régionales traitent la question du lien entre terrorisme et criminalité organisée. Il nous appartiendra d'en tirer ensemble des enseignements pour l'action.

Mesdames et Messieurs,

La note de concept transmise en amont de cette réunion nous invite en effet à réfléchir ensemble à plusieurs questions essentielles et très opérationnelles : comment identifier le lien entre terrorisme et criminalité organisée ? Comment s'organiser, aux niveaux national, régional

et international, pour mieux lutter contre ces menaces transversales et les chevauchements qu'elles engendrent ? Ou encore comment est-ce que les Nations unies peuvent aider les Etats et les organisations régionales à mieux appréhender ce lien et à se doter des capacités pour y répondre ? Je serai pour ma part volontairement très bref aujourd'hui pour laisser davantage de temps à nos intervenants ainsi qu'aux échanges avec les autres membres du Conseil de sécurité. Je souhaitais simplement formuler deux observations principales :

1/ La première est un constat : que cela soit volontaire ou non, il existe aujourd'hui, dans presque toutes les régions du monde, des chevauchements multiples entre les groupes criminels et les groupes terroristes. Ces groupes auxquels nous faisons face aujourd'hui recrutent ainsi souvent au sein des mêmes populations. Nous savons également qu'Al-Qaïda et Daech encouragent leurs partisans à verser dans la criminalité pour financer leurs activités terroristes. Les groupes criminels et terroristes utilisent fréquemment des moyens de communication similaires pour mener leurs activités, en particulier sur Internet, avec l'utilisation du "dark net".

2/ Ma seconde remarque porte sur l'engagement continu de la France dans la lutte contre le terrorisme, qui demeure pour mon pays une priorité de tout premier plan. Notre mobilisation porte sur de nombreux fronts, qui rejoignent d'ailleurs les priorités des Nations unies dans ce domaine : prévention de la radicalisation, traitement des combattants terroristes étrangers de retour, lutte contre l'utilisation d'internet à des fins terroristes, pour ne citer que quelques exemples parmi d'autres.

Mais il y a un sujet notamment sur lequel nous sommes particulièrement mobilisés en France et qui a un intérêt direct pour notre discussion d'aujourd'hui, il s'agit du financement du terrorisme. A l'initiative du Président de la République française Emmanuel Macron, la France organise à Paris les 25 et 26 avril une conférence internationale sur le financement du terrorisme, qui réunira experts et ministres pendant deux jours. Si le financement du terrorisme est infiniment complexe et comprend, comme on le sait, de nombreuses sources, les revenus issus de la criminalité organisée sont indéniablement une partie importante de l'équation. Nous souhaitons que la conférence de Paris soit l'occasion de réaffirmer notre engagement commun à lutter contre toutes les sources de financement du terrorisme, notamment celles qui procèdent du crime organisé et des trafics illicites, en particulier de biens culturels, et de renforcer la coopération douanière transfrontalière et la coopération judiciaire internationale. C'est l'une des clés du succès de notre combat commun contre le terrorisme.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je conclurai mes propos en soulignant que dans ce domaine, les Nations unies ont selon nous un rôle unique à jouer, en renforçant notre compréhension du phénomène, en encourageant la coopération internationale et en soutenant les Etats qui en font la demande - là aussi pour n'en prendre que quelques exemples. Pour la France, les Nations unies sont un acteur majeur de notre engagement commun contre le terrorisme. Je me réjouis qu'après l'intervention importante de Michèle Coninxs, nous ayons également l'opportunité d'entendre dans un instant Yuri Fedotov et Vladimir Voronkov sur ce sujet qui constitue, encore une fois, notre priorité commune.

Je vous remercie./.